

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 28 JUILLET 2022
D28072022/109**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Franck LAPORTE,
Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET
Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Patrick
BURAN, Pascale COLMET MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien
DEBEVER, Jean-Yves MAS, Dominique PATRAS, Evelyne MOULIN, Liliane DUBOIS.

ETAIENT REPRESENTES :

Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)
Jean-Marie BERTHET (pouvoir à Tony TRIJOULET)
Christine GRASS (pouvoir à Véronique CHAMBAUD)

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jacques BIDLUN, Jean-Pierre DUBERNET, Karine FORGERON, Jean-Luc
PIQUEMAL, Dominique DUBOURG, Valérie DA COSTA OLIVERA, Chantal PARISE,
Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER.

Membres suppléants remplaçants
un membre titulaire
Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Patrick BURAN

Objet PROTOCOLE DE MEDIATION DE L'AFFAIRE MADAME BOUDIN.

Rapporteur : Xavier PINTAT, Président.

Vote : UNANIMITE

Madame Christiane BOUDIN, 72 ans, a été victime d'un accident de vélo le 16 août 2018. Alors qu'elle effectuait une randonnée organisée par l'association SAM CYCLO MEDOCAIN, madame BOUDIN bloque la roue avant de son vélo dans une crevasse et chute. L'incident a lieu à Queyrac au lieu-dit des Pargaux.

Madame BOUDIN est admise le jour même à la clinique de Lesparre et présente de nombreuses blessures : des dermabrasions, une contusion mandibulaire, un traumatisme du rachis cervical avec fracture. L'ensemble de ses blessures physiques justifie une ITT initiale de 21 jours.

Le 15 mars 2022, madame BOUDIN dépose une requête au tribunal administratif de Bordeaux avec l'argumentaire suivant :

En vertu de l'article L. 111-1 du Code de la voirie routière, la piste cyclable est considérée comme appartenant au domaine public routier communal. En vertu de l'article L.5214-16 du CGCT, la Communauté de communes est compétente pour l'entretien de la piste cyclable. La jurisprudence souligne qu'une imperfection sur cette dernière constitue un « défaut d'entretien normal » de nature à engager la responsabilité pour faute présumée de la communauté.

A ce titre, madame BOUDIN réclame une indemnisation à hauteur de 23 460,88 euros à la Communauté de communes Médoc Atlantique. De son côté, cette dernière propose de son côté d'indemniser madame BOUDIN à hauteur de 12 362,83 euros.

Le 23 mars 2022 le Vice-président du tribunal administratif de Bordeaux invite les parties à se prononcer sur l'opportunité de recourir à une médiation (disposition de l'article L. 213-7 du code de justice administrative). Cette invitation est acceptée par la Communauté et madame BOUDIN. Cette

dernière fait néanmoins savoir par l'intermédiaire de son conseil d'une responsabilité partagée à plus de 20%.

Lors de la séance de médiation le 4 juillet dernier placé sous la bienveillance de monsieur le médiateur ROMOLI, en présence de toutes les parties, de leurs conseils respectifs et de la compagnie d'assurance « SMACL », titulaire de la police de responsabilité civile de la Communauté de communes, il a été convenu de partager la responsabilité à parts égales (soit 50 % chacune) et de ne pas retenir tous les chefs d'indemnisation demandées par madame BOUDIN.

Postes de préjudice	Evaluation du préjudice	Droit à réparation 50%	Tiers payeurs	Application de la préférence de la victime	
				Dû à la victime	Dû aux tiers payeurs
DSA	1.293,25 €	646,63 €	1.254,12 €	39,13 €	607,50 €
FD	3.278,10 €	1.639,05 €	0,00 €	1.639,05 €	0,00 €
ATP	910,00 €	455,00 €	0,00 €	455,00 €	0,00 €
DFT	594,30 €	297,15 €	0,00 €	297,15 €	0,00 €
SE	3.000,00 €	1.500,00 €	0,00 €	1.500,00 €	0,00 €
PE temporaire	250,00 €	125,00 €	0,00 €	125,00 €	0,00 €
DFP	4.000,00 €	2.000,00 €	0,00 €	2.000,00 €	0,00 €
PA	500,00 €	250,00 €	0,00 €	250,00	0,00 €
Total	13.825,65 €	6.912,83 €	1.254,12 €	6.305,33 €	607,50 €
Provisions				0 €	
Solde victime				6.305,33 €	

Par ailleurs, à la demande de madame BOUDIN et sur les conseils avisés du médiateur, la communauté de communes aura la charge de la pose de panneaux de signalisation prévenant des risques de l'instabilité de la chaussée et ceux liés à la coactivité sur la piste des Pargaux.

Il est donc proposé au conseil communautaire :

- D'approuver le dispositif du protocole transactionnel issue de la médiation du 4 juillet 2022,
- D'autoriser le Président à le signer

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

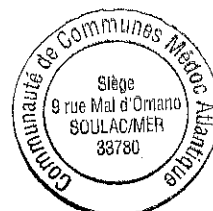
- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 21 juillet 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,


DÉCIDE :

- D'approuver le dispositif du protocole transactionnel issue de la médiation du 4 juillet 2022,
- D'autoriser le Président à le signer

Nombre de membres en exercice : 38
 Nombre de membres présents : 25
 Nombre de suffrages exprimés : 28
 Vote : Pour :28 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
 ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 FAIT À SOULAC SUR MER, le 28 JUILLET 2022



LE PRESIDENT,

 Xavier **PINTAT**
 Maire de Soulac-sur-Mer
 Membre Honoraire du Parlement